

VILLE DE ROANNE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 7 juillet 2022

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°12

INTERCOMMUNALITE

- Lecture Publique
- Transfert de la médiathèque du Coteau à Roannais Agglomération
- Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.)
- Approbation

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*

2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 34 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Clotilde ROBIN, M. Lucien MURZI, M. Jean-Jacques BANCHET, Mme Corinne TRONCY, M. Fabien LAMBERT, M. Gilles PASSOT, Mme Fanny FESNOUX, Mme Marie-Laure DANA BURNICHON, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, M. Christian DORANGE, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU, Mme Jade PETIT, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vanessa BARBANT, Mme Vickie REDEUILH, M. Yohan RIVOLLIER, M. Romain BOST, M. Quentin GUILLERMIN, M. Alexandre GRANGE, Mme Sabine VERMOREL, M. Christophe PION, Mme Christine CHEVILLARD, M. Bernard GERBOT, M. Franck BEYSSON, M. Denis VANHECKE, Mme Brigitte DUMOULIN, Mme Marie-Hélène RIAMON

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : M. Yohan RIVOLLIER

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents ayant donné mandat :

Mme Sophie ROTKOPF à Mme Clotilde ROBIN, Mme Catherine DUFOSSE à M. Lucien MURZI, M. Pascal LASSAIGNE à M. Gilles PASSOT, Mme Valérie PROST MALLET à Mme Fanny FESNOUX

Absent sans mandat :

M. Andrea IACOVELLA

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Affichage : 12/07/2022

Mme Jade PETIT, Conseillère Municipale, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La Ville du Coteau a transféré sa médiathèque à Roannais Agglomération le 1^{er} janvier 2022, l'EPCI ayant élargi sa compétence « action culturelle » dans le domaine de la lecture publique au 1^{er} janvier 2019.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) est chargée d'évaluer les charges transférées et remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées. Ce rapport a été adopté en séance de la C.L.E.C.T. le 4 mai 2022.

Considérant que l'évaluation par la C.L.E.C.T. des charges transférées s'élève à :

Coût net de fonctionnement	:	166 281 € nets /an
Coût net d'investissement	:	45 354 € nets /an
<u>Coût net transféré</u>	:	<u>211 635 € nets /an</u>

Considérant que ce rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux par délibération prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au Conseil Municipal, par le Président de la commission.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- examiner et approuver le rapport de la C.L.E.C.T. en date du 4 mai 2022 annexé à la présente délibération et relatif à l'évaluation des charges transférées dans le cadre du transfert à Roannais Agglomération de la médiathèque du Coteau ;
- dire que le montant des charges transférées s'élève à 211 635 € par an.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

ADOpte A L'UNANIMITE

Ont signé au registre tous les membres présents

Pour extrait conforme

ROANNE, le 12 JUL. 2022

Pour le Maire
Yves NICOLIN
Par délégation

La Conseillère Municipale en charge de la
Communication

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Affichage : 12/07/2022

Jade PETIT



ROANNAIS AGGLOMERATION

COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES

EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES A ROANNAIS AGGLOMERATION DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA MEDIATHEQUE DU COTEAU A ROANNAIS AGGLOMERATION

RAPPORT DEFINITIF

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022
Affichage : 12/07/2022

4 MAI 2022

SOMMAIRE

1. RAPPEL DU CADRE LEGISLATIF DE L'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES	3
1.1. Constitution et travail de la CLECT	3
1.2. Méthodologie d'évaluation des charges transférées	4
1.3. Impact du travail de la CLECT sur les attributions de compensation	5
2. ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES LORS DU TRANSFERT DE LA MEDIATHEQUE DU COTEAU A ROANNAIS AGGLOMERATION	6
2.1. Description de l'équipement, du service rendu et rappel de la procédure de transfert	6
2.2. Synthèse des travaux de la CLECT et du groupe de travail	7
2.3. Évaluation chiffrée des charges transférées	9
2.4. Imputation des charges transférées sur les attributions de compensation	11
3. SYNTHESE DE L'EVALUATION ET INTEGRATION DANS LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DE LA COMMUNE DU COTEAU	12
4. APPROBATION DU RAPPORT	13

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Annexe 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

1. RAPPEL DU CADRE LEGISLATIF DE L'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES

1.1. Constitution et travail de la CLECT

L'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts (CGI) instaure la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

La CLECT détermine le montant des charges transférées lors d'un nouveau transfert de compétence. C'est une commission permanente qui pourra être amenée à se prononcer tout au long de la vie de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Chaque commune membre dispose d'au moins un représentant au sein de la CLECT. La loi ne précise pas le nombre total de membres ni leur qualité.

Enfin, la CLECT a la possibilité de faire appel à des consultants extérieurs pour l'accompagner sur l'évaluation d'un transfert de charges.

La commission de Roannais Agglomération a été constituée par la délibération n° 2020-145 du 24 septembre 2020.

Lors des transferts, les travaux de la CLECT sont rythmés par les impératifs suivants :

La commission doit rendre son rapport dans les neuf mois qui suivent le transfert de compétence/équipement. La commission adopte son rapport à la majorité simple.

Dans les trois suivants la remise du rapport, celui-ci doit faire l'objet d'un accord à la majorité qualifiée des conseils municipaux dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L. 5211-5 du CGCT, à savoir :

- Soit par deux tiers au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale des communes membres ;
- Soit par la moitié au moins des conseils municipaux représentant plus des deux tiers de la population des communes membres.

A l'issue de la validation du rapport par les Conseils municipaux, il est présenté au Conseil communautaire pour information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

1.2. Méthodologie d'évaluation des charges transférées

Suite à la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (dite loi LRL), deux types de charges sont à évaluer :

- Les charges de fonctionnement non liées à un équipement ;
- Les charges de fonctionnement et/ou d'investissement liées à un équipement.

• L'évaluation des charges non liées à un équipement

Les charges de fonctionnement non liées à un équipement sont évaluées :

- Soit d'après leur coût prévisionnel inscrit dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert. Il convient de tenir compte des budgets primitifs, mais également des budgets supplémentaires ainsi que des décisions modificatives intervenues au cours de l'exercice précédent le transfert.
- Soit d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices antérieurs à ce transfert. Dans ce cas, la commission détermine une période de référence, qu'elle fixe librement, et les charges sont alors évaluées d'après la moyenne des comptes administratifs correspondant à cette période de référence.

Ces charges de fonctionnement non liées à un équipement renvoient notamment aux charges de personnel, aux charges de gestion courante ou encore aux subventions versées.

La charge nette transférée est obtenue en retranchant, le cas échéant, les éventuels produits affectés à l'exercice de la compétence transférée ainsi que les charges et/ou produits « exceptionnels ». La détermination de ces charges et/ou produits dits « exceptionnels » relève en partie de l'appréciation de leur caractère ponctuel par la CLECT.

• L'évaluation des charges liées à un équipement

Depuis 2004 et la loi LRL, le coût des charges liées à des équipements est calculé d'après la méthode dite du « coût moyen annualisé ». Le principe de cette méthode est de donner à l'EPCI les moyens de financer le renouvellement du patrimoine transféré. Ce coût moyen annualisé tient compte :

- Du coût de réalisation (si la commune est maître d'ouvrage du bien) ou d'acquisition (si la commune a acheté le bien). Si le bâtiment est trop ancien pour déterminer un coût de réalisation ou d'acquisition pertinent, un coût de renouvellement peut être estimé.
- Des charges financières (remboursement des intérêts du capital) afférentes à l'équipement.
- Des dépenses d'entretien (maintenance, travaux, etc.) afférentes à l'équipement.

Le montant total de ces différentes charges est pris en compte sur une durée dite « normale » d'utilisation de l'équipement et ramené ensuite à un coût annualisé. Pour définir une durée d'utilisation « normale », il convient de se reporter aux durées d'amortissement prévues dans les instructions budgétaires et comptables en vigueur.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

142 24 / 201873 20220707-07 JUI N12 DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Annexe 12/07/2022

Le coût net est obtenu en retranchant le montant des ressources d'investissement (récupération de TVA, subventions obtenues, ...) afférentes à ces charges.

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

1.3. Impact du travail de la CLECT sur les attributions de compensation

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et les EPCI à fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire. Elle a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire :

- Du passage à la Cotisation Foncière des Entreprises Unique (CFEU) : le calcul a été effectué en 2013 pour Roannais Agglomération, il est par principe fixé dans le temps et n'évolue pas avec les bases de CFEU.
- Et des transferts de compétences à la fois pour l'EPCI et pour ses communes membres : les charges transférées sont évaluées par la CLECT lors du transfert de la compétence/l'équipement. De même, elles sont fixes dans le temps une fois le transfert effectué.

Ainsi, le montant de charges transférées évalué par la CLECT permet de mettre à jour le montant de l'attribution de compensation revenant à chaque commune membre. Cette évaluation est primordiale en ce qu'elle permettra de maintenir l'équilibre budgétaire à la fois pour l'EPCI et pour ses communes membres et aussi déterminera, in fine, le montant de l'attribution de compensation des communes.

Par dérogation, la CLECT a la possibilité de proposer dans son rapport, en sus de l'évaluation dite « de droit commun », une évaluation des charges transférées s'écartant de l'évaluation de droit commun. Cette évaluation dérogatoire permet au Conseil communautaire, en tenant compte du rapport de la commission, de fixer librement le montant des attributions de compensation. La procédure en tel cas prévoit des délibérations concordantes du Conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, et des Conseils municipaux des communes membres intéressées par une modification de leurs attributions de compensation (V – 1 bis de l'article 1609 nonies C du CGI). Si ces conditions de majorité ne sont pas atteintes, le montant des attributions de compensation est fixé selon l'évaluation de droit commun.

Enfin, depuis 2017, la CLECT a la possibilité d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement, en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés. Si la commission propose cette alternative, le montant final de l'attribution de compensation devra être déterminé selon la méthode dérogatoire décrite ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Annexe 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

2. ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES LORS DU TRANSFERT DE LA MEDIATHEQUE DU COTEAU A ROANNAIS AGGLOMERATION

2.1. Description de l'équipement, du service rendu et rappel de la procédure de transfert

La commune du Coteau dispose sur son territoire d'une médiathèque de 710 m² SHON construite et aménagée entre 2007 et 2010, dédiée à l'exercice de la compétence « Lecture publique ». La médiathèque est ouverte au public 17 heures par semaine. 3 agents (pour 2,9 équivalents temps pleins) sont directement affectés à son fonctionnement. Son accès est totalement gratuit et ne fait donc l'objet d'aucune politique tarifaire pour ses services.

Par une délibération en date du 26 décembre 2021, le Conseil communautaire de Roannais Agglomération a approuvé la modification de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « équipements reconnus d'intérêt communautaire au titre de la lecture publique », afin de permettre la reconnaissance d'intérêt communautaire de la médiathèque du Coteau.

Le transfert de cet équipement reconnu d'intérêt communautaire entraine le transfert :

- ✓ **De l'équipement en lui-même ;**
- ✓ **D'un contrat d'emprunt** souscrit pour la construction d'une durée initiale de 15 ans qui expirera le 25 juin 2024 ;
- ✓ **De plusieurs contrats de prestation** en cours ;
- ✓ **De 3 agents dédiés** au fonctionnement de l'équipement et à l'exercice de la compétence « Lecture publique ».

Ces transferts sont effectifs au 1^{er} janvier 2022.

La Commune du Coteau reste propriétaire de la médiathèque. Celle-ci est mise à disposition de Roannais Agglomération de plein droit pour l'exercice de la compétence Lecture Publique. Roannais Agglomération se substitue au propriétaire le temps de la mise à disposition et assume les charges du bâtiment (y compris l'entretien et la maintenance).

Les procès-verbaux de mise à disposition des biens et équipements vont être soumis au Conseil communautaire et au Conseil municipal de la Ville du Coteau.

Ces précisions étant faites, la CLECT est chargée d'évaluer les charges financières liées à l'exercice de la compétence « lecture publique » à la médiathèque du Coteau et transférées à Roannais Agglomération.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
1042-214201873-20220707-07JUILN12-DE
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022
Annexe 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

2.2. Synthèse des travaux de la CLECT et du groupe de travail

La CLECT s'est réunie une première fois le 08 février 2021.

Elle a constitué **un groupe de travail** chargé de lui faire des propositions méthodologiques et chiffrées.

Le groupe de travail s'est réuni une 1^{ère} fois le 29 mars 2021.

Le groupe a statué sur :

- **La période de référence pour l'évaluation des coûts de fonctionnement** : l'année 2020 n'a pas été retenue compte tenu du contexte pandémique ayant entraîné la fermeture de l'équipement pendant plusieurs mois. Les coûts seront recensés sur les 3 exercices 2017, 2018 et 2019, puis ramenés à une moyenne annuelle.
- **Les durées d'amortissement** retenues sont de
 - o 30 ans sur les bâtiments, compte tenu notamment qu'il ne s'agit pas de bâtiments « techniques »
 - o 10 ans pour les autres dépenses d'investissement.Les coûts recensés seront ramenés à une moyenne annuelle.
- **La prise en compte des frais financiers** doit être étudiée dans la mesure où l'emprunt qui a permis le financement de la médiathèque court jusqu'en 2024 inclus.
- **Les coûts indirects** peuvent être calculés sur la base des ratios qui avaient été utilisés lors du transfert des médiathèques de Mably et de Roanne. Les modalités de calculs sont rappelées dans les tableaux de synthèse ci-après.

Le groupe prend également acte de l'obligation de raisonner en coûts complets intégrant les charges directes, semi-directes et indirectes.

Suite à cette première réunion, la Ville du Coteau a été sollicitée afin d'obtenir, les données financières pour la période de référence 2017-2019, tenant compte des premiers axes méthodologiques retenus par le groupe de travail.

En outre, une évaluation des charges indirectes (charges des services support) a été réalisée par la commune.

Le groupe de travail s'est réuni une 2^{ème} fois le 10 mai 2021.

Les données financières des exercices 2017, 2018 et 2019 ont été présentées au groupe de travail. Suite à débat, le groupe a :

- **Demandé une réévaluation des charges indirectes** : le groupe de travail a souhaité que celles-ci soient évaluées en suivant la même méthodologie que celle utilisée lors de la première CLECT Lecture publique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Annexe 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

- Pris note de la possibilité de prendre en compte les charges d'investissement dans le calcul **d'attribution de compensation en investissement et, le cas échéant, au recours à la méthode dérogatoire de fixation des AC, dite de fixation libre.**
- **Pris note du montant des charges financières** : l'intégration de ces charges dans le montant des charges transférées a été débattue lors de la réunion du 28 février 2022.
- **Validé** une première évaluation du montant des charges transférées

La CLECT s'est réunie le 19 mai 2021 pour une restitution intermédiaire des travaux du groupe de travail lecture publique.

Un troisième groupe de travail s'est réuni le 28 février 2022.

Le groupe :

- **Confirme la période de référence 2017-2018-2019.** En particulier, le groupe écarte l'année 2021 qui, au même titre que l'année 2020, ne représente pas l'activité normale de l'équipement (fermetures, fonctionnement avec jauge, annulation d'événementiel...)
- **Propose de faire droit à la demande du Coteau en imputant les charges nettes d'investissement au titre des AC d'investissement** comme les dispositions de l'article 81 de la Loi de Finances rectificative pour 2016 le permettent.
- Acte la comptabilisation des **charges financières** conformément aux dispositions de droit commun.
- Est informé du financement par la Ville du Coteau de la ré-informatisation de la médiathèque, par le biais d'une convention spécifique et en dehors des AC. Ces coûts seront refacturés à la Commune déduction faite du montant de la subvention de l'Etat.
- **Valide le montant total des charges transférées à soumettre à la CLECT.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Annexes 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

2.3. Évaluation chiffrée des charges transférées

Au terme de la réunion en date du 28 février 2022, le groupe de travail a établi une proposition d'évaluation des charges transférées respectant le cadre légal posé par l'article 1609 nonies C du CGI.

En fonctionnement :

Dépenses réelles de fonctionnement		Charges directes, semi-directes et indirectes (affectées à l'équipement / compétence)				
		Commentaires (cas spécifiques, remarques, retraitements,...)	Lecture publique			MOYENNE 2017-2019
			2 017	2 018	2 019	Total
		Charges	Charges	Charges	Total	
Total		170 567 €	151 659 €	185 624 €	169 283 €	
.011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	46 054 €	47 572 €	43 253 €	45 626 €	
.012	CHARGES DE PERSONNEL	100 543 €	82 401 €	118 281 €	100 408 €	
.65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	229 €	226 €	229 €	228 €	
.66	FRAIS FINANCIERS	11 823 €	11 823 €	11 823 €	11 823 €	
.67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	- €	12 €	- €	4 €	
	CHARGES INDIRECTES - SERVICES SUPPORT	11 918 €	9 625 €	12 038 €	11 194 €	
Direction Générale	-	- €	- €	- €	- €	
Service finances	nb de mandats et titres/15 mandats à l'heure (heures x ct agent chargé = 24,75 €)	1 288 €	1 214 €	1 318 €	1 273 €	
Service RH	heures x ct agent chargé (moyenne du service = 20,37 €)	3 321 €	2 953 €	3 088 €	3 121 €	
Service commande publique	heures x ct agent chargé (22,39 €)	- €	- €	90 €	30 €	
Juridique	Non significatif	- €	- €	- €	- €	
Service bâtiment	heures x ct agent chargé (dont dst)	2 080 €	1 440 €	3 520 €	2 347 €	
Service informatique et SIG	heures x ct agent chargé	4 089 €	3 955 €	3 956 €	4 000 €	
Autres services supports (exemples : courrier, standard/accueil, fêtes et cérémonies, archives, ...)	heures x ct agent chargé	1 140 €	63 €	66 €	423 €	

Recettes réelles de fonctionnement		Recettes (affectées à l'équipement / compétence)				
		Commentaires (cas spécifiques, remarques, retraitements,...)	Lecture publique			MOYENNE 2017-2019
			2 017	2 018	2 019	Total
		Recettes	Recettes	Recettes	Total	
Total		4 159 €	3 811 €	1 037 €	3 002 €	
.70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	4 159 €	3 811 €	1 037 €	3 002 €	
.74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	- €	- €	- €	- €	
.75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	- €	- €	- €	- €	
.77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	- €	- €	- €	- €	
.013	ATTENUATION DE CHARGES	- €	- €	- €	- €	

CHARGES NETTES DE FONCTIONNEMENT				166 281 €
----------------------------------	--	--	--	-----------

Soit un coût net de fonctionnement (Moyenne 2017-2018-2019) :

• Dépenses Réelles de Fonctionnement :
 • Recettes Réelles de Fonctionnement :
 • Coût net de Fonctionnement transféré :

169 283 €
 3 002 €
 166 281 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220719000012-100

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Appareil 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

En investissement :

Dépenses réelles d'investissement	Dépenses (affectées à l'équipement / compétence)				
	Commentaires (cas spécifiques, remarques, retraitements,...)	IMMOBILIER		MOBILIER	
		Total des dépenses	Moyenne sur 30 ans	Total des dépenses	Moyenne sur 10 ans

Total	1 274 801 €	42 493 €	311 121 €	31 112 €	73 605 €
--------------	-------------	----------	-----------	----------	-----------------

	DEPENSES "IMMOBILIER" - ETUDES/TRAVAUX	1 274 801 €	42 493 €		42 493 €
2313	Construction médiathèque	Travaux de construction et aménagement (2007 à 2010)	1 274 801 €	42 493 €	42 493 €

	DEPENSES "MOBILIER"			311 121 €	31 112 €
2188	Fonds documentaire			153 732 €	15 373 €
2183	Matériel de bureau et informatique			26 793 €	2 679 €
2184	Mobilier			130 596 €	13 060 €

Recettes réelles d'investissement	Recettes (affectées à l'équipement / compétence)				
	Commentaires (cas spécifiques, remarques, retraitements,...)	IMMOBILIER		MOBILIER	
		Total des recettes	Moyenne sur 30 ans	Total des recettes	Moyenne sur 10 ans

Total	623 068 €	20 769 €	74 817 €	7 482 €	28 251 €
--------------	-----------	----------	----------	---------	-----------------

	RECETTES "IMMOBILIER" - ETUDES/TRAVAUX	623 068 €	20 769 €		20 769 €
1022	FCTVA	Part de l'immobilier	197 365 €	6 579 €	6 579 €
1321	Etat	Subvention pour construction	341 703 €	11 390 €	11 390 €
1323	Département	Subvention pour construction	84 000 €	2 800 €	2 800 €

	RECETTES "MOBILIER"			74 817 €	7 482 €
1022	FCTVA	Part du mobilier		47 904 €	4 790 €
1321	Etat	Subvention pour mobilier et informatique		26 913 €	2 691 €

CHARGES NETTES D'INVESTISSEMENT					45 354 €
--	--	--	--	--	-----------------

Soit un coût moyen annualisé d'investissement transféré à Roannais Agglomération (moyenne sur 30 ans pour l'immobilier et 10 pour le mobilier) :

- Dépenses Réelles d'investissement : **73 605 €**
- Recettes Réelles d'investissement : **28 251 €**
- Coût net d'investissement transféré : **45 354 €**

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

042-214201873-20220707-07 JUIL 12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Annexe 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

2.4. Imputation des charges transférées sur les attributions de compensation

Les charges nettes de fonctionnement sont imputées de plein droit sur les attributions de compensation en fonctionnement du Coteau.

A la demande du Coteau, les charges nettes d'investissement sont imputées sur les attributions de compensation en investissement du Coteau.

Cette imputation dérogeant à la règle de plein droit, elle doit faire l'objet d'une procédure d'approbation dérogatoire, telle que décrite au chapitre 1.3. du présent rapport.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Annexe 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

3. SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION ET INTÉGRATION DANS LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DE LA COMMUNE DU COTEAU

Au terme de l'évaluation conduite par la CLECT (avec l'appui du groupe de travail réuni à cet effet) s'agissant de la commune du Coteau au titre de la compétence « Lecture Publique » et de la reconnaissance de la médiathèque sise sur la commune comme étant d'intérêt communautaire, il apparaît que la charge transférée à Roannais Agglomération s'élève à :

- Coût net de fonctionnement : 166 281 € nets /an
- Coût net d'investissement : 45 354 € nets /an
- **Coût net transféré :** **211 635 € nets /an**

Sur la base des évaluations de charges conduites par la CLECT au titre du transfert de la compétence « Lecture Publique » le montant des charges transférées par la commune du Coteau et leur intégration dans les Attributions de Compensation 2022 de la commune, donnent les résultats suivants :

LE COTEAU	AC provisoire 2022 ¹ – avant transfert de la médiathèque	Estimation des charges transférées de la médiathèque (à retrancher des AC)	AC définitive 2022
AC en fonctionnement	1 289 339 €	166 281 €	1 123 058 €
AC en investissement	0 €	45 354 €	- 45 354 €
AC totale du Coteau	1 289 339 €	211 635 €	1 077 704 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Montant défini par délibération du Conseil communautaire n°DCC2021-215 du 25 novembre 2021

Reception par le préfet : 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022

4. APPROBATION DU RAPPORT

La CLECT s'est réunie le 4 mai 2022 à 18h.

Le quorum est atteint avec 19 commissaires présents.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220707-07JUILN12-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2022

Arrêté : 12/07/2022

Rapport définitif de la CLECT – 04 mai 2022